

Avril 2011



Publication le 7 avril 2011

Jacques Delors : l'alliance franco-allemande est l'« arbre de vie » de l'UE [[en](#)]

Publié: 07 avril 2011



Contrairement à leurs illustres prédécesseurs, la chancelière allemande, Angela Merkel, et le président français, Nicolas Sarkozy, maintiennent une alliance « superficielle », a déclaré Jacques Delors, ancien président de la Commission européenne, lors d'un entretien exclusif accordé à EurActiv.

Jacques Delors, considéré comme un des pères de l'UE, fut néanmoins exclu de la rédaction du Traité constitutionnel et du Traité de Lisbonne par les présidents Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy respectivement. Il est aussi le fondateur du groupe de réflexion français Notre Europe.

Il s'est confié à Georgi Gotev, rédacteur senior chez EurActiv.

[Pour lire un article basé sur cet entretien, veuillez cliquer ici.](#)



M. Delors, les députés européens vous ont longtemps applaudi, le mois d'Octobre dernier, lors de votre précédent passage à Bruxelles. Je crois que personne n'a encore eu droit à de telles ovations. Vous avez été applaudi pour votre œuvre, amis aussi pour avoir été très critique envers l'Allemagne. La crise touche l'Europe d'une façon très forte et vous avez posé la question si l'Allemagne restait fidèle aux valeurs européennes. Quelle est votre analyse ?

Il me semble que le climat n'est pas très bon, pour des raisons qui n'ont rien à avoir avec la qualité de tel ou tel dirigeant européen. D'une part, la globalisation sème la crainte voire l'effroi chez les citoyens, et il y a une tension entre le global et le local. Et quand il y a une tension de

ce type, les gens qui sont dans le local cherchent à trouver des appartenances, des références à quoi s'accrocher. Ça peut être la commune, ça peut être le Land en Allemagne, ça peut être l'État national, mais enfin tout ça glisse quand même vers un peu plus de nationalisme.

Le second élément c'est que comme ces sociétés sont très compliquées et en même temps les médias, le quatrième pouvoir, ont pris une importance considérable, tout en essayant de tout simplifier, il s'est creusé un écart inquiétant entre ce que l'on appelle les élites, je dirais ceux qui ont le pouvoir, parce que le mot élite est un peu péjoratif, et les gens de la base. Ce deuxième point rend plus difficile d'expliquer : pourquoi l'Europe ? Mais en plus il engendre du populisme et des remarques d'extrême gauche ou d'extrême droite dans tous nos pays.

Ce climat là n'est pas favorable d'une part au rapprochement des points de vue entre les États européens, et d'autre part à créer un sentiment chez les citoyens d'appartenir en plus de leur nation, qui reste essentielle, à cette ambition globale, à ce navire en commun qui est l'Europe.

Cela je pense sont les deux raisons essentielles. Elles peuvent s'incliner de façons différentes selon les pays. Et l'autre jour puisqu'il s'agissait de l'anniversaire de la réunification allemande et que l'Allemagne était donc au premier rang, j'ai posé la question aux Allemands. Mais j'aurais pu aussi bien la soulever devant les Hollandais, les Belges, les Français, les Italiens ou les Espagnols. Donc il ne fallait pas interpréter mes propos comme un relent de cette vague antiallemande, ou de méfiance vis-à-vis de l'Allemagne qu'on voit dans les autres pays, parce l'économie allemande va mieux que celles des autres pays, parce qu'ils exercent une influence quand même considérable sur les questions économiques et monétaires, comme l'on le voit dans la préparation des modifications de l'Union économique et monétaire.

Donc je profitais de cette occasion, sans démagogie. Mais je ne l'aurais pas fais en France. Parce qu'en France aussitôt cela aurait montré un soutien à ceux qui critiquent l'Allemagne à tort et à travers. Mais là c'était mon rôle de leur dire : Alors après cette chute du mur, chers amis allemands, comment voyez-vous votre avenir ? Le vôtre et celui de vos voisins ?

Mais derrière tout ça il y a l'euro. Vous êtes le père de l'euro.

Un des pères de l'euro.

Pourquoi est ce que vous, les pères de l'Europe, n'avaient pas créé cette Europe économique pour éviter le genre de problèmes que nous avons maintenant ?

J'ai fais l'impossible, moi. C'est facile de me justifier. D'une part si vous reprenez le rapport du comité Delors, du comité sur l'Union économique et monétaire, c'était un comité créé par le Conseil européen à Hanovre en 1988, qui a travaillé pendant un an et qui a fait un rapport, lequel a servi de base à la réflexion des gouvernements, la partie économique était plus importante que la partie monétaire. Mais elle n'a pas été écoutée.

En conséquent, lorsqu'on a préparé le traité de Maastricht, c'est en vain que j'ai rappelé ce nécessaire équilibre entre les deux jambes, si je puis m'exprimer ainsi, la jambe monétaire et la jambe économique.

La jambe monétaire a prospéré. Elle a fonctionné dans de bonnes conditions. Mais la jambe économique est restée inerte, si je puis dire. J'ai recommencé en 1997. Je n'étais plus à la Commission. J'étais militant européen. Je dirigeais un petit think tank, Notre Europe. J'ai

envoyé aux dirigeants français, puisqu'il était question d'un Pacte de stabilité qui correspondait aussi à la partie monétaire, grossso modo, j'ai donc proposé un pacte de coordination des politiques économiques. Personne ne l'a défendu. Et voilà pourquoi votre fille est muette !

Car si, réfléchissez : je dis comme préalable que les résultats pendant dix ans, de 1999 à 2008 ont été relativement satisfaisants : 2.1% de taux de croissance, 14 million d'emplois de créés, un taux de productivité en moyenne égal à celui des Américains, cela a bien marché. Mais s'il y avait une coordination des politiques économiques dès 2003-2004, on aurait dit à la France et à l'Allemagne qu'ils devaient respecter les règles. Il se faut rappeler cet incident assez révélateur. Et ensuite on aurait dit aux Espagnols, aux Irlandais : votre endettement privé va nous mettre en l'air. Et pourquoi ça va nous mettre en l'air, s'ils avaient posé la question ? Parce que avoir une monnaie commune, c'est aussi simple que ça, c'est avoir à la fois des droits et des devoirs.

On a oublié les devoirs. Alors l'euro a protégé, même de nos bêtises. Et voilà.

Si on vous regarde, on regarde aussi Helmut Kohl, François Mitterrand, c'était une très belle entente entre ces personnalités.

Oui... Je pense que nous avons changé de générations. Moi, je suis un grand partisan de renouer un dialogue à tous les échelons entre les Allemands et les Français. C'est essentiel. Ça reste à faire. Je pense que les jeunes générations devraient s'en charger. Et moi, je suis près à mettre la main à la pâte. Mais les circonstances ont changé. Et on ne peut pas simplement isoler Mitterrand et Kohl. On peut parler de Giscard d'Estaing et de Schmidt. On peut parler de de Gaulle et d'Adenauer. Tous ont marqué l'histoire de l'Europe parce qu'à un moment donné, ils ont dépassé leur vue a priori contre l'autre, leurs intérêts les plus proches, pour une vision de l'Europe. Et c'est ça qui a fait la grandeur de cette période. Mais depuis que Mitterrand et Kohl ne sont plus là, alors chacun a repris son rôle.

Et dans le fond leurs successeurs, Chirac et Schroeder, n'étaient d'accords que pour dire "Nein" ou "non". Notamment pour le budget où donc rien n'était possible. C'était une alliance superficielle, comme est superficielle me semble-t-il celle entre madame Merkel et monsieur Sarkozy. Bref le cœur n'y est plus. Le cœur et la vision. Et il faut reconstituer ça. Pas parce que la France et l'Allemagne doivent dominer l'Europe. Certainement pas. Mais parce que cette relation franco-allemande est un des arbres de vie de l'Europe.

Avec un petit sourire vous avez évoqué la nouvelle génération. Il n'est pas du tout impossible qu'il y ait un socialiste chancelier en Allemagne et un socialiste président en France. Qu'est-ce que ça pourrait changer ?

Sans doute ils auront des visions un peu différentes sur le management économique et financier de l'Europe et de ce que l'on peut faire au niveau mondial. C'est important. Mais l'essentiel, c'est avant tout que les Français et les Allemands se comprennent, acceptent leurs personnalités différentes, et arrivent à les additionner pour le meilleur.

Ce qui implique d'avantage de pratique des deux langues des deux cotés de la frontière, ce qui implique plus de jumelages entre les écoles, les universités, les communes, les régions, et ce qui implique un langage franc, mettant les choses sur la table. Et on ne demande pas à l'autre d'être comme nous. Ah, c'est possible dit l'un, si vous êtes comme moi, dit-il à l'autre. Non.

Nous sommes différents, mais dans ces différences qui sont aussi la richesse de l'Europe, car l'Europe c'est l'Union dans la diversité, on accepte de les surmonter, de les intégrer, pour un bien meilleur.

Et entre nous, Merkel a beaucoup hésité sur l'euro. Eh bien le jour où elle a compris que quel que soit la bonne santé relative de l'Allemagne économique actuellement, si l'euro disparaissait, ce serait aussi au dépend de l'Allemagne. Elle l'a compris.

Mais c'est un réflexe de crainte, de peur. Il faut maintenant des réflexes positifs. Et c'est simple. Puisque quand on regarde le monde autour de soi, par exemple le rôle important joué par le Brésil dans les négociations commerciales, le développement de la Chine en Afrique et ailleurs, l'Inde et ses magnifiques travailleurs et ingénieurs et autres, la Russie qui poursuit sa politique, le BRIC : Brésil, Russie, Inde, Chine : si l'Europe continue comme ça, elle n'aura plus qu'un choix : le déclin. Un déclin doré au début puisqu'on a un niveau de vie relativement élevé. Mais dans 25 ans nous n'existerons plus dans le monde.

M. Felipe Gonzalez que vous connaissez bien, l'a dit dans son rapport. On lui a demandé de faire un rapport, mais on a l'a mis au placard...

Justement, si vous avez un détective, recherchez où est le rapport... Et le seul endroit où vous pouvez le trouver c'est un placard comme vous avez dit.

Il y a aussi 'Europe 2020', une stratégie ambitieuse, mais on dit que maintenant qu'il n'y a pas d'argent.

Mais ce n'est pas une question d'argent, c'est aussi une question de précision. C'est un texte trop général. C'est un texte trop général, il ne s'agit pas, comme le type qui fait une prière le matin, avec les 25 bonnes intentions... Mais combien va-t-il en appliquer ? Non, il faut des textes plus précis, plus concrets, plus en rapport. Et je vous dis : les deux tensions que j'ai indiqué au début entre le global et le local, entre les "élites" et le peuple, ces deux éléments là sont des éléments politiques clés, sur lesquels nos hommes et femmes politiques doivent réfléchir. Car il ne s'agit pas simplement de faire l'Europe. Il s'agit de sauvegarder une démocratie pluraliste et une citoyenneté responsable.

Une dernière question : vous connaissez bien la Belgique. Est-ce que la Belgique est une petite Europe ? Est-ce que les problèmes que rencontre la Belgique ressemblent à celles de l'Europe ?

Non. On peut dire que la montée consécutive du populisme et du nationalisme sont en Belgique, mais la difficulté de la Belgique entre la Flandre et la Wallonie remonte à beaucoup plus loin. Elle remonte jusqu'après la guerre. Ceci dit mon grand-père est né à Turnhout en Flandre, et donc il n'y a pas un plus grand amoureux de l'unité belge que moi. Je suis ça tout les jours dans la politique, et l'autre jour quand j'ai vu 35,000 Belges je crois, applaudir leur équipe national avec tous leur drapeau national, peu de drapeaux locaux, j'ai été encouragé. Et je me suis dit : si les hommes politiques belges sont responsables, ils doivent tenir compte de ça. Parce que la politique c'est aussi le cœur. C'est l'émotion. C'est l'histoire.

In Euro's Hour of Need, Aide Gets 'Madame Non' to Say Yes

By MARCUS WALKER And CHARLES FORELLE

BERLIN—As Europe's debt crisis threatened to spiral out of control, German Chancellor Angela Merkel boarded a Luftwaffe jet on Nov. 10 with her finance minister, Wolfgang Schäuble, for an overnight flight to a global summit in South Korea.

[View Full Image](#)



Bloomberg News

Schäuble: Pushed Germany to lead



Ireland was on the verge of following Greece into a financial bailout. Portugal appeared close behind, and financial-market panic was infecting Spain. Investors,

spooked by German foot-dragging as the crisis unfolded, doubted Berlin's willingness to keep writing checks to rescue its neighbors.

Ms. Merkel had emerged early in the crisis as Europe's taskmaster and defender of Germany's purse—the "Madame Non" of the euro zone. Mr. Schäuble, the elder statesman of the German cabinet and an unapologetic Europhile, spent much of the 10-hour flight encouraging Ms. Merkel to change her tune. She realized Germany needed to do more. The nation, he argued, had to help others in order to help itself.

"We must not always talk about what we don't want," the 68-year-old veteran politician told Ms. Merkel and her advisers. "We must say why the euro is in Germany's interest."

Europe on the Brink

- **As Ireland Flails, Europe Lurches Across the Rubicon** (12/27/2010)
- **Currency Union Teetering, 'Mr. Euro' Is Forced to Act** (9/27/2010)
- **On the Secret Committee to Save the Euro, a Dangerous Divide** (9/24/2010)

This account of Germany's transformation from a reluctant rescuer into a leader in fighting the fire, based on interviews with more than 20 European policy makers, reveals the critical backstage role played by a politician who was nearly written off last year because of his failing health. Germany's strategic shift has ushered in a new phase in Europe's battle to quell its debt crisis. The danger is far from over, but financial markets are now more confident that Germany will do what it takes to save the euro.

Mr. Schäuble sold Ms. Merkel on a plan that came to be known as the "grand bargain." It contained a carrot and a stick: Germany would increase its financial commitments to Europe's rescue funds, but only if the 17 members of the euro zone agreed on a common economic strategy and more fiscal rigor.

"We will have a more convincing position if we move in both directions," Mr. Schäuble told her during the flight. "We need stricter rules for all, but we must also offer the instruments to fight contagion—in our own interest."

Although other euro-zone nations pushed back hard against the strict rules Germany proposed, in the end they struck a deal. Portugal's request for a bailout last week is the first big test of whether the deal has worked. Lisbon, whose stagnant economy and high debt scared away lenders, is expected to get a roughly €80 billion (\$116 billion) rescue package by May, predicated on tough economic reforms.

Europe's Debt Crisis

[View Interactive](#)



Take a look at events that have rattled European and global markets.

The Portugal news didn't send markets into a panic, a striking contrast to the turmoil that accompanied prior bailouts. Crucially, Spain's borrowing costs have remained at elevated but stable levels this year. European leaders believe they are closer to containing the crisis than at any time since it began in Greece in late 2009.

"The dominant country, Germany, has realized that it is in Germany's interest to address the crisis in the euro," says Jacques Delors, a Frenchman who as head of the European Commission in the 1980s and '90s was one of the fathers of the euro.

Trouble could flare again if Spain's economy deteriorates. Debt woes are still ravaging Greece and Ireland, for whom Europe has yet to map a convincing route to recovery. Exposure to the weakest countries' debts remains a headache for banks in Europe's core economies.

And while European leaders have reached agreement, many of their voters remain hostile to more aid for other euro members. Finland's election on Sunday could produce a government that rejects the deal to expand the bailout fund—forcing other euro members back to the drawing board.

Mr. Schäuble sees defending the euro as Germany's historic duty, part of its calling to anchor peace and prosperity in Europe after being given what he calls a "second chance" following World War II. He recently called European integration "the best thing that German politics has achieved in the last 60 years."

A conservative from the Black Forest, Mr. Schäuble is one of Europe's last senior politicians from the generation of Helmut Kohl and François Mitterrand that created the modern European Union. He was first elected to parliament in 1972, and has held a string of cabinet posts since 1984. In 1990, a mentally ill assailant shot him at an election rally, leaving him in wheelchair, paralyzed from the chest down.

[View Full Image](#)



Getty Images

Finance Minister Wolfgang Schäuble, left, felt Germany had a duty to defend the euro and urged Chancellor Angela Merkel to step up assistance.



His pro-European convictions grew partly from his roots near Germany's southwestern border with France, which made him a lifelong Francophile. But his dedication to European unity also comes from his longtime political patron, the former chancellor Mr. Kohl, who strove to unite Europe at the same time as he reunified Germany 20 years ago.

Last year, Mr. Schäuble's political career seemed nearly over. Medical complications forced him into the hospital repeatedly, and he missed crucial EU meetings as the euro-zone crisis mounted. Mr. Schäuble offered to resign more than once. Ms. Merkel stood by him.

When his health stabilized last fall, he thrust himself into the crisis, pushing back against the negative view of Europe taking root in Germany. Many German

lawmakers and commentators saw other euro members as idle mendicants grasping for Germany's hard-earned money.

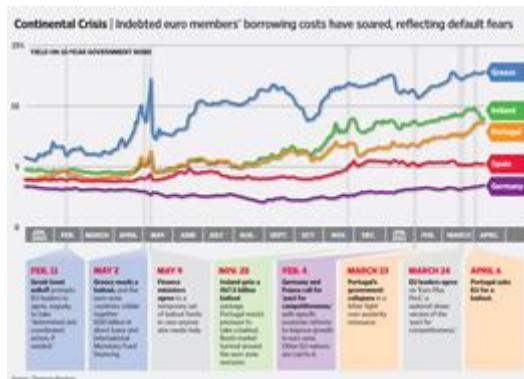
"Schäuble is drunk on Europe. He doesn't fight for national interests," says Frank Schäffler, a lawmaker from Germany's pro-business Free Democratic Party, and a leading opponent of bailing out more euro members.

Mr. Schäuble told a German newspaper last month that protecting the legacy of European integration is a central reason why he feels he has to continue in government.

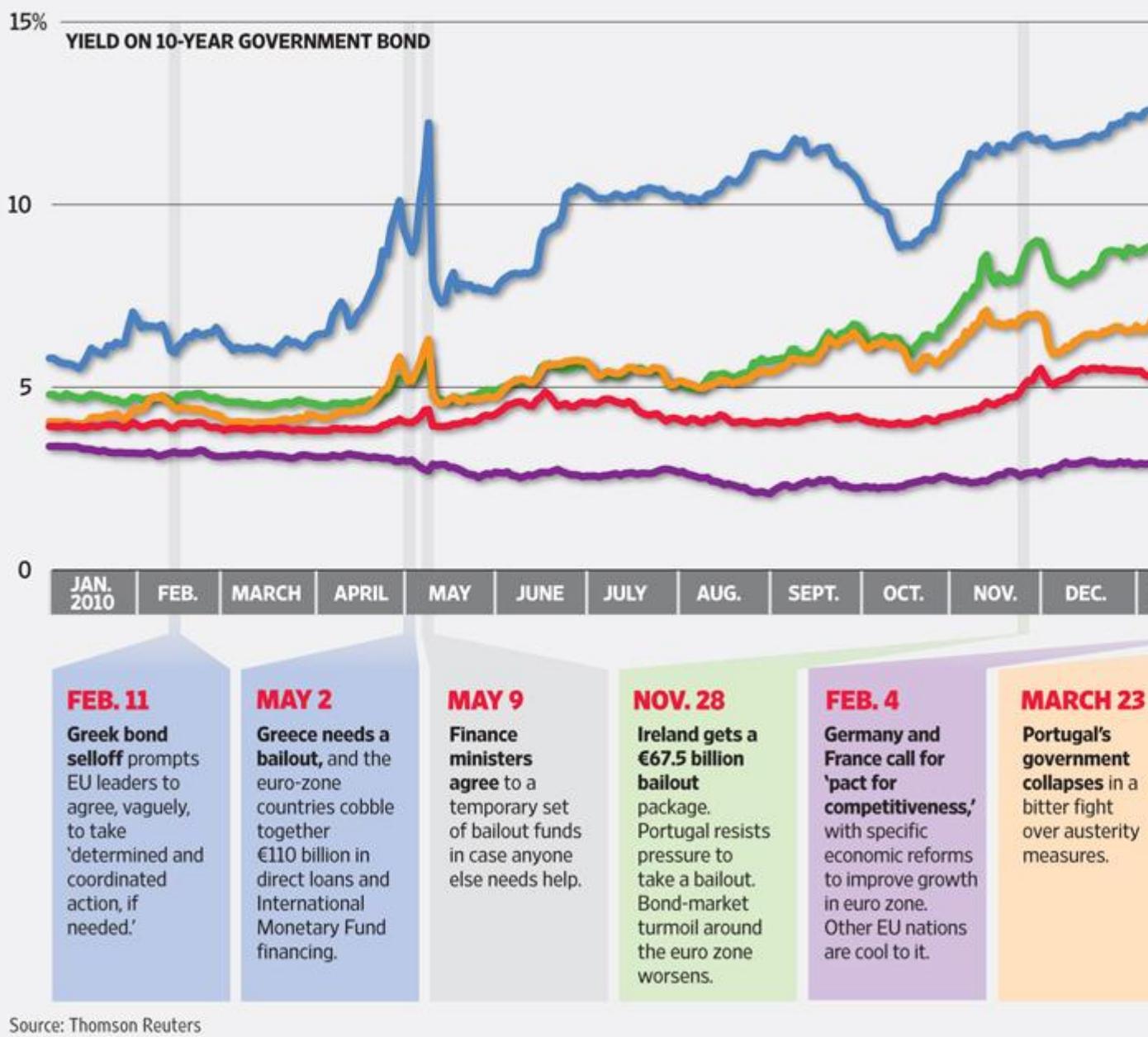
Ms. Merkel had long argued that rescue loans would only take the pressure off indebted nations to tackle their problems, and that assistance should only be a last resort. Last May, she approved aid for Greece and the creation of a bailout facility—but only did so as the currency union itself threatened to unravel.

But by the time the chancellor boarded the flight to Korea last November, she was rethinking her approach. She realized that euro-zone members hadn't yet done enough to stem the crisis, but she was concerned about how a greater German financial commitment would fly with lawmakers and the electorate, according to people familiar with the debate that night.

[View Full Image](#)



Continental Crisis | Indebted euro members' borrowing costs have soared



Ms. Merkel and her finance minister agreed to a plan: Germany would push to beef up existing EU proposals—for a permanent rescue fund and tighter supervision of national budgets—with new measures to erase market doubts about the euro.

Mr. Schäuble wanted to boost the lending capacity of the temporary bailout fund to €440 billion, from around €250 billion. Doing so would signal that the fund was big enough to save Spain, widely seen as the euro's decisive battlefield, if needed.

They also agreed that Germany's move needed to be conditional on other countries' reforming their economies to boost growth. Berlin had long believed that weaker euro members would never escape their debts unless they became more productive.

The plan would have to be sold in three stages: to Germany's ruling coalition, to France, and to the rest of the euro zone.

German lawmakers didn't want the euro rescue effort to become a bottomless pit for taxpayers. Lawmakers from the Free Democratic Party, in particular, feared Mr. Schäuble was building a kind of über-welfare state, turning the EU into a "transfer union" in which Germans work hard and more profligate nations take their money.

Ms. Merkel lobbied lawmakers intensively, insisting that action was necessary to restore calm to financial markets.

Next, Ms. Merkel wanted France on her side. Often, when the two countries have agreed on something, the rest of Europe has followed.

The two nations' cabinets met on Dec. 10 in the German town of Freiburg, Mr. Schäuble's birthplace. Ms. Merkel told President Nicolas Sarkozy that she had softened to France's longtime desire for closer coordination of economic policy among leaders in the euro zone. But she wanted something in return: Euro members should agree on a list of concrete overhauls that would be listed in a formal pact. Germany dubbed it a "pact for competitiveness."

"OK, let's do it," Mr. Sarkozy said, according to people present.

Ms. Merkel stepped up her rhetoric in defense of the euro. Instead of threatening to expel miscreant euro members, as she did earlier in 2010, she declared repeatedly that the euro was Europe, and neither would be allowed to fail. "Germany will do everything to defend the euro," she said after the Freiburg meeting. Added Mr. Sarkozy: "Our determination is total, both in Germany and France."

The hardest part, it turned out, was selling the plan to other euro members.

In Germany's view, other euro members had to agree first to the pact for competitiveness and stricter EU supervision of their budgets. Only then would Germany offer more generous financial aid for euro nations in need.

The European Commission, the EU's Brussels-based executive arm, had long wanted a bigger bailout fund. But the commission and most euro nations wanted to reduce restrictions on tapping the funds. The EU's main bailout fund, which expires in 2013, can only lend to a government locked out of bond markets and facing default, and only in return for a painful program of budget cuts. Germany wanted to keep it that way.

Top civil servants from European finance ministries fought it out at a series of secret meetings in Brussels. Many officials argued that countries should be able to get a "precautionary credit line" with few strings attached. German representatives said such easy money was out of the question. Only Finland was clearly on Germany's side.

Italy and Luxembourg wanted to replace the bulk of national borrowing with collective euro-zone bonds. Greece wanted others to lend it money so it could buy back its own bonds at fire-sale prices, shrinking its debts.

European Central Bank President Jean-Claude Trichet wanted the bailout fund to buy already issued government bonds to stabilize the market. That change would rid the bank of its controversial and risky bond-buying program, handing over such activity to euro members.

As the demands multiplied, some EU officials began referring to the grand bargain as "the American pizza," because so many toppings were being added.

Germany wasn't pleased. "All these options were just ways to get at Germany's wallet," says a senior German official.

Germany's demands for the rest of Europe became clear when drafts of its pact for competitiveness leaked in January. The text required euro-zone countries to take immediate actions that included raising retirement ages, scrapping inflation-linked wages and amending constitutions to outlaw big budget deficits. Failure to deliver could lead to sanctions, the text suggested.

Unease about German domination of Europe grew. Germany was accused of meddling in such national issues as the age at which citizens get their pensions. "La inspectora is coming," Spain's press announced before Ms. Merkel visited Madrid in early February.

Ms. Merkel turned saleswoman. In the run-up to a critical EU summit on Feb. 4, she phoned or visited the other 26 EU leaders. The consultations seemed to go well. German officials grew confident—falsely, it turned out—that all euro members were on board.

Deep fissures opened at lunchtime on the summit's first day, when 25 of Europe's leaders were left waiting for Ms. Merkel and Mr. Sarkozy. As their colleagues stared at empty plates, the French and German leaders held a press conference to present their proposal, which they made sound like a fait accompli.

"The aim, in my view, must be that within a year, we can point to very concrete steps that show we mean it and we take this pact seriously," Ms. Merkel said.

"Mesdames et messieurs, I don't need to tell you that I fully and wholly underscore and share what the chancellor just said," added Mr. Sarkozy.

"Let's go to work!" concluded Ms. Merkel.

The two got a frosty reception in the dining room, say officials who were present. Other heads of government still hadn't seen the German text of the pact—they had only read about it in the press. Some leaders saw it as a Franco-German attempt to railroad them. Others objected to specific demands they had read about.

The pact was "like a yeti," exclaimed Czech Prime Minister Petr Necas: "Everybody is talking about it, but nobody has seen it." Polish premier Donald Tusk went further, calling the proposal "a humiliation."

Even Germany's allies in the euro zone balked. The Dutch and Belgian leaders, Mark Rutte and Yves Leterme, said their electorates had no desire to take orders from Ms. Merkel. Belgium and Luxembourg defended their nations' practice of indexing wages to inflation, which Ms. Merkel wanted to abolish. Austrian Chancellor Werner Faymann balked at raising his country's retirement age. Italy's Silvio Berlusconi complained about having to cut the national debt.

In all, around 19 countries raised objections, Mr. Leterme told reporters afterwards, describing the summit as "surreal." The meeting ended without agreement.

Germany had little choice but to water down its proposal. By late March, it had become the "Euro Plus Pact," a set of broad promises by euro members and some other EU states to foster competitiveness, employment and fiscal virtue, but with each nation choosing its own means of meeting the goals.

In the end, Mr. Schäuble's grand bargain was only a partial success.

Germany committed to open its coffers further for the European cause, but in return it won promises of uncertain value. Many observers say the deal didn't go far enough, and still leaves major questions unanswered, such as how to restore the solvency of Greece and Ireland.

"Now, the situation is better than it was one year ago," says Mr. Delors, the former European Commission president. "But more must be done to strengthen the condition of the euro."

—David Gauthier-Villars and Alessandra Galloni contributed to this article.

Write to Marcus Walker at marcus.walker@wsj.com and Charles Forelle at charles.forelle@wsj.com

L'Europe est morte, vive l'Europe ! Les Etats généraux de l'Europe se réunissent à Strasbourg, le 17 avril, à l'initiative du Mouvement européen, de Notre Europe et de l'association EuropaNova. Au-delà de l'héritage, l'Union doit assumer ses responsabilités

Retrouver l'espoir européen

Article paru dans l'édition du 17.04.10

Concrétisons notre solidarité à l'intérieur de la zone euro



Comment va l'Europe ? A vivre les derniers événements, on serait tenté de répondre sobrement : « L'air du temps n'est pas bon. »



Nous restons sur le souvenir d'une Union européenne manquant de consistance et d'unité, lors de la conférence de Copenhague. Il est vrai que quelques chefs d'Etat ou de gouvernement ont plus songé à se faire remarquer qu'à jouer collectif - comme c'est pourtant la règle lors des négociations internationales -, un membre de la Commission européenne parlant au nom de l'Union, bien entendu dans le cadre des orientations fixées par le conseil des ministres, décideur en premier comme en dernier ressort.

Et puis nous sommes dans l'inquiétude, alors que la crise grecque bat son plein. Nous sommes scandalisés par le rôle des banques spéculant contre ce pays. Ces mêmes banques à l'origine de la crise financière, puis renflouées par les Etats, c'est-à-dire par l'argent des citoyens. Il faudra s'en rappeler, mais, pour le moment, il s'agit de faire front, sans évoquer cent fois, pour ne pas avancer, les erreurs commises dans le passé.

Il sera temps, la crise terminée, de redéfinir les règles de fonctionnement de l'Union économique et monétaire, comme je le propose depuis dix ans. Mais, aujourd'hui, il est vital de concrétiser notre solidarité à l'intérieur de la zone euro. A moins que certains n'aient décidé de jouer les apprentis sorciers.

Beaucoup d'autres questions figurent à l'agenda européen. Pour ne citer que les plus brûlantes : les perspectives budgétaires pour les prochaines années ; l'avenir, qu'il conviendrait d'assurer, de la politique agricole commune (PAC) ; la nécessité d'actions convergentes dans le domaine de l'énergie (pour lequel le think tank Notre Europe vient de faire des propositions) ; les actions structurelles à mener d'ici à 2020 pour accroître la compétitivité de nos économies, leur capacité à créer des millions d'emplois, et tout cela dans le cadre d'un développement durable, plus respectueux des temps de l'homme et des grands équilibres naturels.

Sans oublier la dimension extérieure de l'action européenne, alors que les pays émergents poussent et veulent leur place au soleil, tandis que plane la menace d'un G2 - une domination, plus ou moins concertée entre eux, des Etats-Unis et de la Chine -, et l'avenir de l'élargissement de l'UE...

Bref, comme je l'ai toujours pensé, cette option ayant motivé mon engagement européen, l'Europe a le choix entre la survie et le déclin. C'est la raison pour laquelle il nous faut dénoncer et combattre ce nationalisme rampant et la myopie qui en résulte. De telle sorte que l'Union européenne retrouve son idéal commun et le fasse vivre. Quel encouragement à militer pour notre Europe ?



On la trouve chez tous les acteurs de la société civile qui agissent en permanence pour faire vivre et concrétiser l'espoir européen, qui combattent l'indifférence - mortelle pour nos démocraties - et le populisme, la critique systématique de certains qui ne cherchent même pas à comprendre les mécanismes et les difficultés de gouvernance à l'échelle de l'Union européenne.

Les militants de la société civile se rassemblent à Strasbourg, le 17 avril, pour écouter et discuter, pour faire battre le coeur de l'Europe. Une centaine d'associations y ont travaillé ensemble à l'initiative d'EuropaNova, du Mouvement européen-France et du think tank Notre Europe, cofondateurs de ces Etats généraux de l'Europe, qui en sont à leur troisième édition, après les rencontres réussies de Lille et de Lyon.

Les participants auront l'opportunité d'entendre José Manuel Barroso, le président de la Commission européenne, et Pierre Lellouche, secrétaire d'Etat chargé des affaires européennes. Deux tables rondes réuniront des personnalités des mondes politique et économique. Dix-huit ateliers offriront la possibilité d'approfondir tous les thèmes liés autant à la construction européenne qu'aux préoccupations de chacun concernant l'éducation, l'emploi, les systèmes productifs (énergie, industrie, agriculture), les services publics... sans oublier les questions internationales, et donc la place et les devoirs de l'Europe.

Ces Etats généraux se dérouleront quelques semaines avant que nous ne célébrions les 60 ans de l'appel fondateur de Robert Schuman, le 9 mai 1950. Cet appel sera lu à Strasbourg, et pas seulement pour des raisons d'anniversaire. Plus fondamentalement, il s'agit de rappeler que les peuples sans mémoire n'ont pas d'avenir. Tout était dans cet appel : la promesse et la réconciliation, qui n'est pas l'oubli des tragédies passées ni des leçons à en tirer ; l'appel à la compréhension mutuelle entre les peuples, entre les personnes ; devant l'ampleur de la tâche d'unification de l'Europe, le choix des petits pas qui conduisent les hommes à travailler ensemble, à se confronter, à clarifier leurs convergences et leurs différences bien naturelles.

Quel beau moment ce sera, à Strasbourg, de voir des hommes et des femmes de toutes générations communier dans cet immense espoir. Que de jeunes générations, qui n'ont vécu ni les guerres ni leurs douloureux lendemains, reprennent le flambeau des pères de l'Europe. Alors, et c'est sans doute notre grande crainte, que nos classes politiques se laissent aller, sous prétexte de réalisme, à des attitudes de plus en plus égoïstes et nationalistes.

Nous avons beaucoup à apprendre de ceux qui, après la dernière grande guerre, ont dominé leur rancœur et leur défiance, pour se tendre la main et construire un ensemble fondé sur la paix, la démocratie et la coopération en vue d'oeuvres communes. La première table ronde nous aidera à nous fortifier dans cette démarche.

Le sursaut de la mémoire pour repartir. Puis, penser l'unité européenne dans ce monde en pleine mutation et dans un contexte de crises qui appauvrit les Européens et accroît le chômage et les inégalités. Que la construction européenne, comme elle l'a réussi souvent dans les soixante dernières années, nous fournit la stimulation et les appuis pour contribuer au progrès de tous. Tel sera l'objet de la deuxième table ronde.

Il y a au coeur de nos inquiétudes quant à l'avenir : que notre mémoire nous rappelle la force du projet européen, que notre esprit critique soit toujours en éveil pour réveiller nos dirigeants, que notre intelligence collective nous aide à retrouver un avenir fait de confiance en nous-mêmes, les Européens, conscients de l'extraordinaire richesse de notre continent, de notre capacité à faire vivre l'unité dans la diversité.

Jacques Delors